

Le 3 novembre 2015

Air France : la lutte continue

Le 29 octobre, Air France-KLM a publié ses résultats du 3ème trimestre, qui arrivent au plus mauvais moment pour la direction, car ces chiffres sont contradictoires avec tout ce qu'elle essaie de démontrer :

- ◆ Le chiffre d'affaires est en hausse de 4,2% (7,4 milliards sur le trimestre)
- ◆ Le trafic est en hausse, +3% sur les 9 premiers mois
- ◆ Le coefficient d'occupation est en hausse, taux record de 88,6% cet été
- ◆ **Le résultat d'exploitation de 898 millions sur le trimestre est le meilleur réalisé depuis la création du groupe.**

La direction assure que faute d'accord, la compagnie est quasiment morte ou condamnée à l'attrition ! D'ailleurs, contrairement à ce qui est répété partout, le groupe ne réduit pas du tout la voilure, puisque le Programme Hiver qui vient aussi de sortir affiche de nouvelles lignes, de nouvelles fréquences et une augmentation des SKO (sièges kilomètres offerts). **De Juniac et son équipe nous prennent pour des cons !**

Dans leur scénario de carton-pâte, ils espéraient nous rejouer la farce de Transform en 2012. Faire avaler des couleuvres aux syndicats et, en quelques mois, aboutir à la mise en pièce de nos accords. Ils comptaient bien que tout soit bouclé le 30 septembre, sans réaction des personnels, ayant réussi à tétaniser et à diviser PNT, PNC et personnels sol.

La mise sur pied d'une large intersyndicale, le refus des syndicats PN de se plier aux exigences de la direction et la révolte du 5 octobre ont mis en pièce, non seulement la chemise de Broseta, mais surtout tout le scénario de la direction.

Il va apparaître clairement à tous que le seul but de la direction est de baisser de 1 milliard la masse salariale. Son objectif est d'obtenir un « retour sur capital investi » (un ROCE) de plus de 10%.

Pour eux, il faut liquider ce qu'il nous reste d'accord et en finir avec le maximum d'emplois Air France et décevement rémunérés. Tous les reculs sociaux, les blocages de salaires, les baisses d'effectifs imposés par Transform ne leur suffisent pas.

Le problème ne vient pas du refus des pilotes, puisque signature ou pas de leur part, la direction annonce déjà, au minimum 1000 suppressions d'emplois.

Le problème ne vient pas d'une recette unitaire en baisse puisqu'elle est d'une année sur l'autre en hausse (+3,1% sur les 9 derniers mois avec baisse des coûts unitaires de 1%).

Le problème ne vient évidemment pas du prix du pétrole.

Le problème ne vient pas de la perte de nos client-es puisque les taux de remplissage battent tous les records.

Le seul problème est celui des choix de cette direction qui, comme disait De Juniac à Royaumont, veut s'attaquer encore au « coût du travail » c'est-à-dire les emplois et les salaires. Mais, **les emplois et les salaires ont un nom et une figure : LES NOTRES, nous les dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui font tourner l'entreprise.**

L'intersyndicale, composée notamment de la CGT, de FO, du SNPL, de l'Unsa et bien sûr de SUD-Aérien et d'Alter, a clairement dit qu'il n'y aurait **pas de négociation tant que toutes les poursuites ne seraient pas annulées contre nos collègues mis en examen ou menacés de sanctions**. Tout cela, nous allons le rappeler haut et fort à notre direction et au gouvernement dans les jours qui viennent, et notamment **le 19 novembre**, devant le siège d'Air France, à l'occasion de la prochaine session du CCE.



AP-HP : mobilisation le 17 novembre

Martin Hirsch directeur général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris et la CFDT se félicitent d'avoir signé un accord le 27 octobre sur le « **nouveau cadre de l'organisation du travail qui sera mis en place, au plus tard au 1er septembre 2016, pour l'ensemble de l'AP-HP** ». Toutes les catégories, toutes les équipes, sont concernées et vont être impactées !

Selon les signataires, cet accord aurait pour but de « concilier vie professionnelle et vie personnelle » !? Comment peuvent-ils affirmer cela quand **les personnels vont devoir venir travailler plus souvent à l'hôpital** (de 4 à 6 jours de plus par an) avec notamment la suppression de jours RTT, de la fête des mères pour 34 000 mamans, la perte des jours forfait protocole pour 74 223 agents... avec la mise en place de la grande équipe (7 heures - 21 heures)... Par ailleurs, l'objectif du D.G. depuis le début, est la réalisation du plan d'économie de l'APHP de 150 millions d'euros, en droite ligne du pacte d'austérité de 50 milliards d'euros décidé par le gouvernement Hollande-Valls-Macron !

Contre le coup de force de Hirsch et de la CFDT, l'intersyndicale propose aux personnels de se réunir en assemblée générale pour organiser des actions locales en préparation d'une **large riposte unitaire pour la journée du mardi 17 novembre, avec grève, rassemblement et manifestation.**

L'USAP-CGT, SUD-Santé, FO AP-HP, CFTC, UNSA, CFE-CGC appellent les personnels à réaffirmer avec encore plus de force leur exigence de « Retrait du protocole d'accord HIRSCH-CFDT » en signant la pétition intersyndicale, qui a d'ores et déjà recueilli plus de 15 000 signatures ! L'intersyndicale lance un ultimatum à Martin Hirsch : « **Si le soir du 17 novembre, le protocole du 27 octobre n'est pas retiré, alors la question de la grève totale, illimitée jusqu'à son retrait sera à l'ordre du jour** ».



Finances publiques : grève le 18 novembre

Alors que les charges de travail augmentent et que les conditions de travail et d'exercice des missions ne cessent de se dégrader, la réponse politique est la suppression de 2130 emplois et une nouvelle baisse du budget de fonctionnement de la DGFIP en 2016. **La loi de finances 2016 poursuit l'œuvre de destruction de la DGFIP engagée par les précédentes lois de finances, la démarche stratégique et l'adaptation des structures du réseau (ASR).**

De plus, le lancement de la retenue à la source en 2018 est acté. Ses effets, quels que soient les scénarios, seront destructeurs pour les services en charge de l'assiette et du recouvrement des impôts des particuliers (SIP, CPS, centres d'encaissement...), tout comme ceux de l'obligation de télédéclarer. En outre, la réforme territoriale, avec la création annoncée d'énormes intercommunalités, va conduire à une hyper concentration des trésoreries, voire leur remplacement pur et simple par des agences comptables.

Depuis le mois de septembre, à l'appel de Solidaires Finances Publiques, **de nombreuses actions locales et des rassemblements ont permis d'alerter le public, la presse et les élus sur la dégradation du service public fiscal, financier, foncier et de gestion publique.**

À l'appel de Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP, **une journée nationale de grève «DGFIP» est organisée le 18 novembre, ce sera aussi l'occasion de manifester pour des règles de gestion claires et équitables : contre leur déréglementation, pour une amélioration rapide et concrète des conditions de vie au travail, pour une défense et une reconnaissance des qualifications, pour une revalorisation des rémunérations (point d'indice, indemnitaire), pour un service public efficace doté des moyens suffisants.**

Sans-papiers : avec les syndicats du ministère du travail

À l'initiative de la campagne sur le travail dissimulé et de l'intersyndicale CGT-FSU-SUD du ministère du travail, une journée d'échange est organisée le 9 novembre à la bourse du travail de Paris. Il s'agit d'engager une discussion entre d'une part les sans-papiers et leurs soutiens, et d'autre part, des agents et des syndicalistes de l'inspection du travail.

Le but est une **formation réciproque sur les luttes des uns et les pratiques professionnelles des autres afin** d'élaborer et préciser ensemble des **revendications communes**, des **stratégies de résistance partagées**, des façons de faire dans les services et en contrôle, informer les sans-papiers sur leurs droits lors d'un contrôle, et sur la manière de s'en saisir.

Adrexo : grève victorieuse à Cournon (63)

Le syndicat SUD PTT Auvergne se félicite de l'issue positive du conflit qui a touché l'entreprise Adrexo à Cournon, dans le Puy-de-Dôme. **Ce centre de distribution de publicités se caractérise par des conditions de travail très difficiles**: remboursements dérisoires des frais kilométriques liés à l'utilisation de véhicules personnels pour effectuer la distribution, travail dissimulé et heures de travail non payées intégralement. Suite à l'annonce du retour d'un adjoint au chef de centre, muté à 2 reprises par le passé, à titre de sanction disciplinaire en raison d'un abus manifeste d'autoritarisme, d'injures et d'insultes envers les salarié-es, le personnel du centre de Cournon était en grève le 22 octobre.

De nombreux grévistes étaient présents devant le centre ainsi que des représentant-es du syndicat SUD PTT et de centres Adrexo de Paris et de Bretagne venus apporter leur solidarité. Le syndicat SUD PTT se félicite de la **prise en compte par la direction de l'émoi du personnel face à cette perspective de dégradation du climat social** puisque, en présence de l'huissier diligenté par la direction, celle-ci s'est engagée à annuler la mutation du cadre dirigeant contesté sur le centre. Pour autant, la question des heures non payées n'est toujours pas réglée, **les représentant-es SUD et le personnel continueront à se mobiliser pour exiger le respect de ce droit élémentaire.**

Verdun le 14 novembre : contre la Taverne de Thor

La « Taverne de Thor » s'est installée au printemps 2015 à Combres-sous-les-Côtes (55). **Il s'agit d'un local destiné à accueillir les activités, conférences et concerts des Hammerskins, un groupe néonazi international, raciste et violent.** Ce groupe s'est par exemple illustré en 2013 par l'agression à l'arme blanche d'un homme d'origine sénégalaise en plein centre-ville de Metz, au seul prétexte qu'il était noir. Les Hammerskins sont des suprématistes blancs, c'est-à-dire qu'ils revendiquent ouvertement la supériorité de la « race blanche ». À l'origine affiliés au Ku Klux Klan et à l'American Nazi Party (ANP), ils se définissent comme « aryens ». Ils participent systématiquement aux rassemblements anti-étrangers et aux manifestations racistes, et ils agressent les manifestations comme la Gay Pride ou les manifestations égalitaires.

Le précédent local des Hammerskins en Lorraine, installé dans le toulousain, avait clos ses portes en mars 2013, à la suite de pressions administratives. Quelques mois auparavant, 2000 militants de la « race blanche » venus de toute l'Europe avaient en effet participé à un concert RAC (Rock Against Communism) organisé initialement par une des sections allemandes du mouvement. Ces activités prétendument festives ne sont qu'un paravent pour leurs réunions où circule une idéologie dont les discriminations racistes et sexistes sont les fondements réels et assumés. Nous ne saurions le tolérer. Pour l'instant, aucune entrave administrative n'a été opposée à l'installation des Hammerskins à Combres-sous-les-Côtes. La mobilisation doit grandir pour les faire partir. **Nous refusons de laisser perdurer et se développer les activités d'un mouvement prônant le génocide.**

Une journée de mobilisation (manifestation, ateliers, concerts...) est organisée le 14 novembre à Verdun, à l'appel d'une vingtaine d'organisations syndicales, politiques, associatives, antifascistes, dont Solidaires 54 et Sud Education Lorraine, pour **exiger la fermeture de la Taverne de Thor et réaffirmer notre refus de l'extrême droite, du racisme et des discriminations.**

Une pétition pour exiger la fermeture de la Taverne de Thor est disponible sur <https://www.change.org/p/p%C3%A9tition-pour-la-fermeture-d%C3%A9finitive-de-la-taverne-de-thor-repaire-nazi?>

5 décembre : contre le chômage et la précarité

Avec officiellement plus de cinq millions de chômeur/ses, **les raisons de manifester sa colère ne manquent pas** : les fins de mois impossibles à boucler, les emplois précaires, la multiplication des contrôles et des sanctions à Pôle emploi, à la CAF... Car alors que les agents sont déjà trop peu nombreux, que des agences sont fermées et que les horaires d'ouvertures devraient être réduits au 1er janvier, des corps de contrôleurs sont créés.

Le samedi 5 décembre sera la veille des élections régionales qui désigneront ceux et celles ayant le pouvoir d'agir ou non en faveur de la justice sociale et écologique, de la gratuité des transports publics, questions cruciales pour les chômeurs/euses et précaires et leur famille. Et au début d'année, il y a la mise en place de la Prime d'activité et de ses dangers déjà pointés.

A ces motifs de colères, s'ajoute **la prochaine « négociation » de la convention assurance chômage annoncée pour mi-janvier qui concerne, directement ou non, tou-ttes les salarié-es de ce pays.** Officiellement, moins d'un-e chômeur/euse sur deux perçoit les allocations-chômage, les autres survivent avec les misérables minima sociaux (ASS, RSA...) ou souvent n'ont droit à aucun revenu personnel.

Nous voulons gagner des droits pour refuser la précarité et nous appelons à s'organiser pour cela. Le samedi 5 décembre, nous manifesterons **contre le chômage et la précarité et pour la justice sociale**, pour rappeler qu'**un emploi, c'est un droit, un revenu, c'est un dû !**, et qu'il est urgent de **partager le temps de travail et les richesses** afin de garantir à chacun-e les moyens de vivre décemment !

Justice sociale et écologique : la mobilisation se construit

Le 29 novembre, une **première journée de manifestation décentralisée** est organisée dans les grandes villes à travers le monde. L'objectif est de rappeler aux délégations qui vont entamer les ultimes négociations que l'urgence climatique impose des décisions à la hauteur des enjeux.

La réussite de cette journée passera aussi par la multiplication des mobilisations en France partout où cela est possible. Ce sera l'occasion de montrer l'implication de la population dans les territoires pour la lutte contre les dérèglements climatiques.

Les 5 et 6 décembre se tiendra à **Montreuil** (93), le village mondial des alternatives pour montrer que "face au sentiment d'impuissance que peut provoquer la gravité et l'importance du défi climatique, les solutions existent et qu'elles sont à notre portée, créatrices d'emploi, porteuses d'un monde plus humain, convivial et solidaire".

A partir du 7 décembre, le **104**, l'espace culturel du nord-est parisien est renommé, la ZAC, Zone d'Action pour le Climat. Il sera durant la semaine l'**espace principal de convergence ouvert aux militant-e-s comme au grand public**. La ZAC du 104 sera le lieu d'AG quotidiennes pour s'informer de l'état des négociations et des mobilisations. Il sera également un espace grand ouvert pour tous ceux et celles qui souhaiteront une information différente, sur la lutte contre les changements climatiques et les moyens de se mobiliser.

Le 12 décembre, jour de la clôture de la CoP 21, la mobilisation internationale se focalisera à Paris. L'enjeu est de montrer la diversité et la détermination du mouvement pour la justice climatique en délivrant un message clair : **Nous sommes uni-e-s face aux changements climatiques et à leurs responsables, les multinationales et les gouvernements. Notre mouvement pour la justice sociale et écologique ne s'arrêtera pas là !**

Retrouvez les infos/matériels liés à cette campagne sur <http://www.solidaires.org/-COP-21->



AESH : mobilisation le 4 novembre

Le sigle change, la précarité reste ! **Le décret de juin 2014, créant les contrats d'Accompagnant-e-s d'élèves en situation de handicap (AESH) n'a pas apporté de solution satisfaisante ni pour les personnels, ni pour les élèves et parents d'élèves concernés.** En dépit d'une demande sociale forte, la professionnalisation annoncée n'a été qu'un feu de paille.

- ◆ L'essentiel des contrats sont à temps partiel, au prétexte que les élèves n'ont pas 35 heures de cours ; or, le temps de travail des AESH ne prend pas en compte le temps de préparation et de concertation.
- ◆ Les salaires sont scandaleusement bas : entre 590 et 940 euros pour les années de CDD à temps partiel !
- ◆ Seules les années effectuées sous contrat AESH sont prises en compte pour la CDIisation, ce qui fait que les personnels accompagnants peuvent attendre 8 à 11 ans avant d'espérer un CDI, et subissent en attendant les pressions liées à la crainte du non-renouvellement.
- ◆ La formation diplômante annoncée n'est toujours pas mise en place.

Par ailleurs, dans une logique d'austérité budgétaire, **le nombre des accompagnant-e-s d'élèves en situation de handicap est très insuffisant** pour couvrir les besoins des élèves et la majorité de ces accompagnant-es est toujours en Contrat unique d'insertion (CUI). Les CUI ont en effet le double avantage d'être moins cher pour l'employeur – qui touche des subventions sur ces contrats – et de faire baisser artificiellement les chiffres du chômage !

La seule solution pour garantir l'égalité des droits pour les personnels, comme pour assurer des conditions d'apprentissages décentes pour les élèves en situation de handicap, est que les missions d'accompagnement d'élèves en situation de handicap ne soient exercées que dans le cadre d'emplois statutaires de la fonction publique.

SUD éducation revendique la titularisation immédiate et sans condition de tous-tes les personnels actuellement en poste AESH et AVS et l'arrêt du recrutement de personnels précaires pour couvrir ces missions.

Parce que la précarité des accompagnant-es est inacceptable pour eux et elles comme pour les élèves, parce que cette situation pèse sur les conditions de travail de tout le monde, **la fédération SUD éducation appelle l'ensemble des personnels à se mettre en grève le 4 novembre et se rassembler devant les DSDEN** (Direction des services départementaux de l'Éducation Nationale) des différents départements et à poser des perspectives de construction et d'élargissement de la mobilisation, et élaborer des revendications unifiantes autour de l'enjeu de la titularisation de toutes et tous sans condition.